

**L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, en ce qui concerne la première partie de la question du député, parce qu'il s'agira d'une entente négociée, tout dépendra de ce que les deux pays pourront négocier. En second lieu, j'espère que le député était présent le 19 avril dernier quand mon collègue le ministre des Finances a annoncé un certain nombre de programmes d'investissement destinés à élargir et à moderniser les entreprises canadiennes. Dans le cadre du programme d'aide à l'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre le ministre a prévu 25 millions de dollars pour la fabrication des pièces d'automobiles. Le député sait que l'on a demandé à élargir le programme. Le nouveau programme de développement industriel régional annoncé au moment du budget accroîtra l'incitation financière à l'ensemble des entreprises de fabrication pour leur permettre de s'agrandir et de se moderniser et dans certains cas servira à créer de nouvelles industries.

\* \* \*

#### LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE D'ÉTAT AUX ENTREPRISES ET DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION DE TRINIDAD ET TOBAGO

**Mme le Président:** Je désire vous signaler la présence à notre tribune de MM. Ronald Jay Williams, ministre d'État aux Entreprises et Desmond Hugh Cartey, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation de Trinidad et Tobago.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

#### L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LES IMPORTATIONS DE CAMIONS JAPONAIS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État (Commerce international). L'indécision du gouvernement en ce qui a trait au principe énoncé dans le rapport du groupe de travail sur l'industrie automobile a donné, c'est évident, un avantage marqué aux Japonais dans le cadre des négociations entreprises.

Le ministre pourrait-il confirmer que les importations de camions japonais cette année sont plus de 50 p. 100 supérieures à celles de l'année dernière? Puisqu'il y est, reconnaîtra-t-il que le gouvernement pourrait améliorer grandement sa position dans le cadre des négociations avec les Japonais en s'engageant de façon non équivoque à accepter le principe énoncé dans le rapport?

**L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)):** Madame le Président, je ne sais que répondre au préambule de cette question. Selon moi, de tous les députés, le représentant est celui qui s'inquiète le moins des emplois des Canadiens travaillant dans des usines tributaires des exportations. Il ne se donne jamais la peine de se demander si tous les autres pays se contenteraient d'acheter nos produits quel que soit le traitement que nous faisons subir aux leurs. Je lui

demande de prendre la peine de se renseigner un peu plus sur le commerce multilatéral, commerce qui revêt tellement d'importance pour les travailleurs canadiens.

• (1425)

Ma réponse à sa seconde question est non. Selon moi, nos négociations avec les Japonais au sujet des importations d'automobiles se déroulent très bien. Nous parviendrons, j'en suis persuadé, à conclure une entente. En ce qui a trait à sa troisième question, celle qui portait sur les importations de camions, le député n'est pas sans savoir qu'il nous faut attendre la fin de l'année pour juger du nombre d'automobiles importées, car dans la première partie de l'année, on assiste souvent à une vague d'importations.

**M. Broadbent:** C'est la politique de laissez-faire adoptée par le gouvernement depuis dix ans qui explique la perte de quelque 35,000 emplois dans le secteur automobile.

ON COMPARE LA SITUATION DU CANADA AVEC CELLES DE L'Australie ET DES ÉTATS-UNIS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, étant donné que nous, néo-démocrates, tenons à ce que le Canada demeure un pays exportateur des ressources naturelles mais aussi un pays producteur de biens manufacturés, le ministre pourrait-il nous dire comment il se fait que les Australiens peuvent encore vendre des ressources naturelles aux Japonais et obtenir de ces derniers qu'ils installent des usines d'automobiles chez eux? Pourrait-il nous dire comment les Américains ont pu obtenir que les trois plus grands fabricants d'automobiles s'engagent à implanter des usines aux États-Unis alors qu'ils continuent à vendre au Japon des ressources naturelles? Comment se fait-il que tous les autres pays industrialisés dotés d'un secteur de l'automobile et de ressources naturelles enregistrent des succès dans un domaine comme dans l'autre tandis que le gouvernement actuel échoue dans les deux?

**L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)):** Madame le Président, le député n'a manifestement jamais fait l'expérience ni assumé la responsabilité du pouvoir et n'a toujours connu que la tranquillité de l'opposition, et je crains bien qu'il n'ait jamais l'occasion de diriger le pays. S'il le devait, l'expérience se révélerait très vite dégrisante pour lui.

La différence entre les États-Unis et le Canada, c'est que nous vendons beaucoup plus aux Japonais que nous ne leur achetons tandis que c'est le contraire pour les Américains. Ces derniers sont donc dans une position bien différente pour négocier. C'est la même chose pour les relations commerciales entre l'Europe et le Japon.

Cela dit, nous vendons beaucoup plus aux Japonais que nous ne leur achetons. Nous avons été saisis du rapport d'un groupe d'étude institué par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Le rapport n'a été rendu public que depuis très peu de temps, mais les Japonais sont au courant de son existence. Ils savent très bien que nous réclamons une plus grande participation du Canada. Le député a tort de dire que notre gouvernement n'agit pas de manière à protéger le plus possible non seulement les emplois dans le secteur de l'automobile mais tous les emplois canadiens.